

est celle-ci: on ne cherche plus à juger de la valeur des choses dont on pourrait dire qu'elles sont pour le bien commun.

Par exemple, monsieur l'Orateur, une des choses intéressantes au sujet du phénomène de la télévision—j'ignore si un député y a pensé en regardant les diverses émissions—c'est qu'elle a suscité une prise de conscience sociale d'un nouveau genre. Cela est devenu parfaitement évident. La télévision y est parvenue assez rapidement. Une émission qui fait ressortir l'abandon dont souffrent nos Indiens sera probablement accompagnée d'annonces en couleurs sur la façon d'obtenir des prêts pour acheter des objets de luxe. Le programme qui nous montre les menaces et les dangers de la pollution comprend aussi des annonces nous invitant à nous envoler à bord d'un avion de la United vers les cieux ensoleillés d'Hawaï et à oublier cette affaire infecte.

Une voix: Pourquoi pas Air Canada?

L'hon. M. Jamieson: Oui, disons Air Canada. L'argumentation du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) est très légitime et soulève un autre de ces points névralgiques quand il s'agit de déterminer le rôle que les divers organismes du gouvernement devraient jouer dans ces domaines. Je ne voudrais pas qu'il m'éloigne de mon sujet principal, car je tiens à lui en parler.

• (4.00 p.m.)

En réalité, dans ce genre de complexe, quels que soient les avantages d'une société axée sur la vente, chose dont je ne traiterais pas aujourd'hui, les gens réussissent beaucoup mieux à vendre des biens que des idées. Il n'y a pas de doute là-dessus. L'un des défis qui nous sont lancés est de porter un jugement de valeur sur les programmes correctifs et sur les besoins réels. Nous avons l'intention de faire connaître notre position au public sur ces sujets de préoccupation. J'ai lu une citation de l'écrivain allemand Dahrendorf au sujet de l'attitude publique d'aujourd'hui:

Notre monde est fait de valeurs fortement individualisées; il fait passer en premier lieu le bonheur vécu de l'individu et a de plus en plus tendance à laisser disparaître ce qu'on appelle le tout.

En d'autres termes, c'est réaffirmer la suggestion qu'on fait maintenant aux gens: occupez-vous de vos propres affaires. S'il en est ainsi, cela fera-t-il réellement une très grosse différence à la longue que nous parvenions à enrayer l'inflation ou que nous réalisions l'un des objectifs qui préoccupent beaucoup d'en-

tre nous et à propos desquels l'opposition a critiqué le gouvernement pour son inaction?

Ce que je veux dire, sans trop verser dans la philosophie, c'est ceci. Il ne suffit pas de se demander comment nous allons vaincre l'inflation. Il faut en réalité chercher dans quel but nous la combattons. Si l'on ne trouve pas de réponse à cela, il est évident que les frustrations que la société canadienne a accumulées et qui sont caractéristiques d'une grande partie de l'humanité aujourd'hui, ne deviendront pas plus simples du fait que nous aurons réduit le prix de la tôle d'acier de \$6 la tonne ou que nous aurons fait baisser de \$100 le prix d'une automobile.

Ces choses sont importantes en elles-mêmes, bien entendu, mais comme le démontre sûrement l'histoire de l'après-guerre, ce qui s'est réellement produit c'est que notre affluence s'est énormément accrue et que, sur le plan économique et social, nous avons fait des progrès sans précédent au cours de notre histoire; et pourtant, à l'heure actuelle, les frustrations et les incertitudes sont plus grandes que jamais.

Je dis donc qu'il faut prévoir ces buts et objectifs et trouver les moyens d'encourager la participation du public. Nous essayons, j'y insiste, de diffuser les renseignements. Nous le faisons d'abord, au moyen de livres blancs plutôt que de mesures législatives, afin d'offrir au public certaines options. Nous disons, en fait: «Voici ce que nous proposons, mais nous voulons savoir ce que vous en pensez.» Ou bien, nous pourrions dire, «Voici diverses solutions possibles», et présenter aux Canadiens toute une gamme d'options. C'est ce que je voudrais faire au ministère des Transports à propos des questions essentielles du moment.

Notre ministère ne détient pas le monopole de la sagesse. Nous ne prétendons pas savoir mieux que quiconque où est la meilleure solution. C'est grâce à ces méthodes que les membres du gouvernement essayent d'amener les citoyens à s'intéresser personnellement à des problèmes qu'il nous faut résoudre ensemble.

Je ne distingue pas d'esprit partisan qui risquerait de causer quelques frictions parmi nous sur ce point. Je suis tout à fait de l'avis du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) là-dessus. Rien ne nous empêche de définir de concert ces buts dont j'ai parlé et pour nous demander tout d'abord quel Canada nous voulons édifier. Nous pourrions ensuite tenter de définir de vastes objectifs qui inspireraient les Canadiens et permettraient de donner une réponse réfléchie à la question: «Qu'est-ce que c'est, au fond, d'être Canadien?»